

Production et consommation responsables

Définitions

Production

La **production** est l'ensemble des moyens mis en œuvre pour créer des biens ou des services de consommation : conception, matières premières, main d'œuvre, financements... Elle résulte de la conjonction du travail et du capital.

Le travail repose sur les savoir et savoir-faire professionnels, l'expérience, l'âge, l'état de santé et la motivation des travailleurs. C'est la raison pour laquelle on parle souvent de « **capital humain** », les travailleurs étant une richesse en laquelle il est important d'investir, notamment en matière de formation.

Le **capital technique** (ou physique) désigne tous les moyens susceptibles d'augmenter l'efficacité du travail humain (machines, outils, etc.). Lui aussi nécessite un investissement constant de la part des entreprises, la hausse de leur productivité dépendant partiellement de l'augmentation quantitative et qualitative de leurs instruments de production.

L'entrepreneur a la charge de rassembler le capital humain et le capital technique pour atteindre un profit optimal de production.

L'entrepreneur peut miser sur un capital davantage que sur l'autre :

valoriser le capital technique aux dépens de la main d'œuvre, comme c'est le cas généralement dans l'industrie, ou valoriser le capital humain aux dépens de la technique, comme c'est le cas dans la restauration ou l'hôtellerie.

Consommation

Dans son acception littéraire, la **consommation** désigne l'action d'amener une chose à son terme, jusqu'à ce qu'il n'en reste plus rien. En économie, il s'agit de la somme des biens et des services fournis à titre onéreux ou gracieux aux consommateurs.

Consommer est un acte quotidien qui vise à satisfaire certains de nos besoins (primaires et secondaires) ou envies. Mais on observe une variation des comportements de consommation liée :

aux revenus : ainsi que Keynes l'a démontré, il existe une relation directe entre revenus et consommation de biens manufacturés
au niveau de vie : il existe, selon Milton Friedman, un **revenu permanent** pour chacun d'entre nous, c'est-à-dire un revenu théorique de référence qui est fonction de notre expérience professionnelle récente comme de notre catégorie sociale et que nous pensons mériter. C'est ce revenu qui détermine notre consommation.

au mode de vie : les relations entre épargne, crédit et patrimoine changent au cours de la vie. En bref, les jeunes ménages s'endettent puis, une fois installés, remboursent leurs dettes et se constituent un patrimoine avant, devenus plus âgés, de consommer le capital ainsi amassé. Voilà qui illustre bien l'élasticité de la demande comme le caractère social de la consommation.

La société de consommation

Cette expression désigne une société dans laquelle la demande ne crée plus l'offre mais où l'offre crée la demande, sous l'effet d'une production industrielle. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, dans une société de consommation, la satisfaction des besoins secondaires (communications, transports, loisirs, luxe...) progresse davantage que celle des besoins primaires.

Né aux États-Unis au début du XX^e siècle, ce type de société s'est rapidement étendu à l'ensemble des pays développés au point de constituer un modèle culturel de référence pour les pays en voie de développement. Les Trente Glorieuses marquent la naissance de l'accroissement massif de la demande sous l'effet d'une offre pléthorique issue de la production industrielle : c'est la **consommation de masse**.

Mondialisation

Le géographe Olivier Dollfus définit la **mondialisation** comme étant « l'échange généralisé entre les différentes parties de la planète, l'espace mondial étant alors l'espace de transaction de l'humanité ». Dans ce marché mondial unifié, c'est le modèle économique occidental qui s'impose comme référence mondiale, y compris aux pays émergents.

Si le commerce international n'est pas nouveau (en témoignent les échanges entre civilisations antiques ou, bien plus tard, les Grandes Découvertes), c'est au début des années 1980 seulement que le terme de mondialisation apparaît. Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène de mondialisation :

la forte augmentation de la population mondiale (avec 7 milliards d'habitants, rester isolé devient quasi impossible),
l'essor de la télécommunication, des moyens de transport et de l'informatique,
l'institution du libre-échange (les accords du GATT signés en 1947 ont entériné la diminution des droits de douane passés de 40% à l'époque à 5% de nos jours),

l'apparition de blocs régionaux (comme l'Europe, l'ALENA, le Mercosur ou l'ASEAN) a amplifié les échanges intra-régionaux, la recomposition de l'espace économique mondial (avec la disparition du bloc communiste et l'émergence de pays anciennement « sous-développés », l'économie de marché des pays développés s'est étendue, l'apparition de nouvelles stratégies d'entreprises : internationalisation des processus de production, apparition des firmes transnationales puis globales, c'est-à-dire implantées sur les trois pôles de la triade « Amérique du Nord, Europe, Asie », l'apparition d'un marché mondial permettant aux grandes firmes de faire des économies d'échelle grâce à l'augmentation de la taille des marchés et des ventes.

La mondialisation correspond donc à la **libre circulation du capital** et à la **globalisation financière**. Celle-ci résulte à la fois d'une **désintermédiation** (les firmes ont directement recours aux marchés financiers pour obtenir un crédit, ne passant plus par l'intermédiaire d'une banque), d'une **déréglementation** (les réglementations nationales en matières de flux de capitaux ont été peu à peu démantelées pour en faciliter la libre circulation à l'échelle planétaire) et d'un **décloisonnement** (les frontières des différents secteurs de la finance - marché monétaire, Bourses de valeurs et marché des changes - sont de plus en plus poreuses, ce qui permet aux banques, entreprises ou États de passer facilement et rapidement d'un marché à l'autre, à la recherche du placement le plus rémunérateur).

Les limites d'un modèle

Un modèle linéaire

Le **modèle de production et de consommation** actuel est linéaire : extraction des ressources – production des biens et services – (sur)consommation des biens et services – production de déchets. Il a certes eu le mérite d'améliorer considérablement la qualité de vie et le confort d'une grande part de la population. Mais sa massification et sa mondialisation, fondées sur une exploitation croissante des ressources naturelles (d'autant plus que la pression démographique se fait de plus en plus forte), ont creusé les inégalités Nord – Sud notamment.

Le coût réel de nos biens et services

Les calculs de coût et la fixation des prix n'intègrent pas les externalités environnementales (déséquilibre climatique), sociales (délocalisations, marginalisation des petits producteurs, conditions de travail, problèmes sanitaires...), géopolitiques (conflits, terrorisme...).

La pollution

La non correspondance des zones de production et de consommation, bref la délocalisation des filières de production entraîne une augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES) en raison de l'explosion du secteur des transports de marchandises, qui pourraient être produites localement.

Le gaspillage alimentaire

Chaque année en France, un consommateur jette 20kg d'aliments à la poubelle - dont 7kg sont encore emballés, donc non utilisés - et 13kg de restes de repas ainsi que de fruits et légumes abîmés et non consommés. Pourtant, dans le même temps, près de 3,3 millions de Français bénéficient de l'aide alimentaire.

L'augmentation des déchets

Par ailleurs, les progrès techniques sont de moins en moins moteurs dans ce modèle ; ils ont été supplantés par les besoins des entreprises inventrices de l'obsolescence programmée.

Ainsi, la société contemporaine consomme massivement des services et des biens dont la durée de vie se fait toujours plus courte, ce qui accroît non seulement les prélèvements sur les ressources naturelles mais aussi la production de déchets et de nuisances. Aujourd'hui, un Français achète environ six fois plus d'équipements électriques ou électroniques qu'au début des années 1990.

La production de déchets (4 milliards de tonnes par an dans les pays de l'OCDE) augmente plus vite que les possibilités de recyclage. Bien sûr, le tri en facilite le traitement (recyclage, compostage, valorisation énergétique, mise en décharge). Mais beaucoup de déchets dangereux sont exportés vers les pays défavorisés et les déchets d'équipement électrique et électronique (DEEE) posent problème : à l'heure actuelle, nos structures de recyclage ne sont pas capables de les prendre en charge. 70% d'entre eux sont incinérés, enfouis ou traités dans des filières informelles. Bien que les 30% restant fassent l'objet d'un tri sélectif, seuls 2% des DEEE sont finalement réemployés.

Le renforcement des inégalités Nord - Sud

Les gros consommateurs et producteurs prélèvent des ressources en dehors de leur territoire (minerais, bois, poissons, matières fossiles...) dans des régions généralement défavorisées dont ils hypothèquent le développement futur.

- 20 % de la population mondiale consomme 80 % des ressources. Ainsi, l'Union européenne qui ne compte que 7% de la population mondiale, consomme 17% des ressources mondiales.

- 30 % de l'humanité (pays développés et classes aisées des pays émergents) fait partie de la « société de consommation » basée sur le pétrole, la voiture individuelle, l'accumulation d'objets matériels remplacés au fil d'évolutions techniques rapides.

Une croissance limitée

Les économistes de l'école classique (dont Adam Smith) considéraient la croissance comme assujettie à la disponibilité des ressources, prédisant son arrêt avec celui de la pleine utilisation des richesses naturelles. Karl Marx, lui, affirmait que la substitution du capital au travail limiterait la croissance.

Un modèle questionné

Face aux impacts d'une production – consommation de masse, mondialisée qui plus est, nombreuses sont les réactions, allant des plus modérées aux plus affirmées.

Les partisans d'une économie sobre et durable ne rejettent pas en bloc le modèle actuel et souhaitent le voir évoluer pour passer d'une logique linéaire à une logique **circulaire**, dont le réemploi serait le cœur. Ils s'inscrivent dans une démarche de **développement durable** (approche globale du développement, dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux, qui prend en compte des enjeux de long terme et répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins).

Les **altermondialistes** ne s'opposent pas à toute forme de mondialisation, seulement à sa forme actuelle. Ils préconisent la substitution d'un modèle démocratique empreint de justice économique et sociale, soucieux de protéger l'environnement et les droits humains, au système « néolibéral ». Le mouvement altermondialiste a donc pour priorité la mise en œuvre d'un développement durable et d'un commerce équitable.

Les **antimondialistes** s'opposent à toute forme de mondialisation. Ils contestent l'abandon des souverainetés nationales désormais remplacées par une logique de marché et de profit. Ils considèrent que le modèle de production – consommation actuel, loin de déboucher sur l'amélioration du bien-être des populations mondiales, accroît les inégalités dans les pays du Nord comme du Sud.

Les **décroissants** soutiennent l'idée que l'accroissement démographique et la croissance économique ne sont pas des bienfaits pour l'humanité mais des dangers pour l'environnement, la paix ou encore la survie de l'espèce humaine. L'idéologie des « objecteurs de croissance » (telle que théorisée par Nicholas Georgescu-Roegen et Jacques Grinevald) s'oppose donc aux principes mêmes du développement durable.

L'obsolescence programmée

Si la durée de vie des biens de consommation se fait de plus en plus courte, c'est sous l'effet de l'**obsolescence programmée**, c'est-à-dire sous l'effet du « stratagème par lequel un bien v[oit] sa durée normative sciemment réduite dès sa conception, limitant ainsi sa durée d'usage pour des raisons de modèle économique » (Ademe). Elle peut revêtir quatre formes.

L'obsolescence technique ou technologique : avancer la fin de vie d'un appareil, rendre un logiciel incompatible avec les versions ultérieures ou celles des concurrents, arrêter la production de produits connexes ou accessoires...

L'obsolescence par péremption : bien connue en ce qui concerne les produits alimentaires, elle consiste à raccourcir artificiellement la durée de vie de ces produits en indiquant des dates plus courtes alors qu'ils sont encore tout à fait consommables.

L'obsolescence écologique : l'argument « écologique » justifie l'abandon d'anciens appareils en parfait état de fonctionnement au bénéfice de l'achat de nouveaux produits, moins énergivores. Mais ce procédé, s'il permet de limiter les consommations d'énergie, a aussi pour effet d'augmenter considérablement les déchets.

L'obsolescence esthétique : seule obsolescence subjective, elle est due à la psychologie de l'individu, plus ou moins sensible au design et aux effets de mode.

Liens utiles pour continuer la réflexion :

- [La consommation responsable](#)

Site de Bordeaux Métropole :

- [Gérer ses déchets](#)

- [Manger local, manger durable](#)